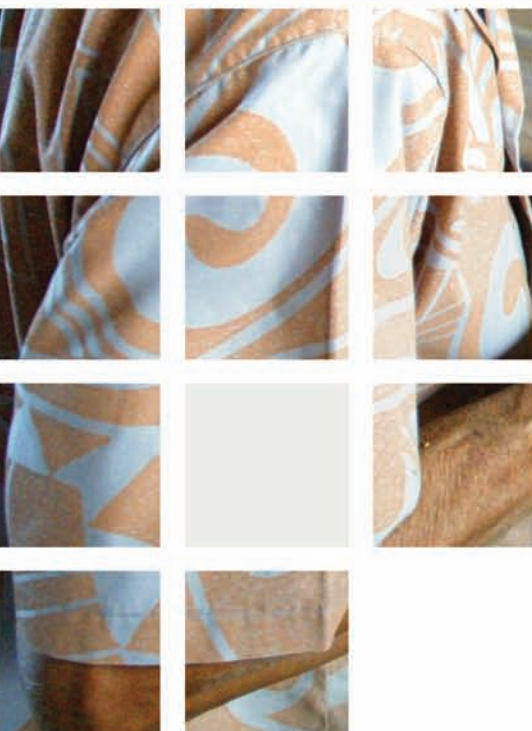


Points forts

06

De la Polynésie française

BILAN
COMPTES ÉCONOMIQUES 2007



UNE CROISSANCE MODÉRÉE

En 2007, la bonne tenue de la demande intérieure de biens et services, de même que la progression des dépenses d'investissement alimentent la croissance de l'économie polynésienne qui atteint 3,4 % à prix courants et 1,7 % une fois corrigée de l'effet prix. L'intensité de la demande intérieure se répercute sur le niveau des importations qui progressent en 2007 plus vite que les exportations, accentuant le déficit extérieur de la Polynésie française.



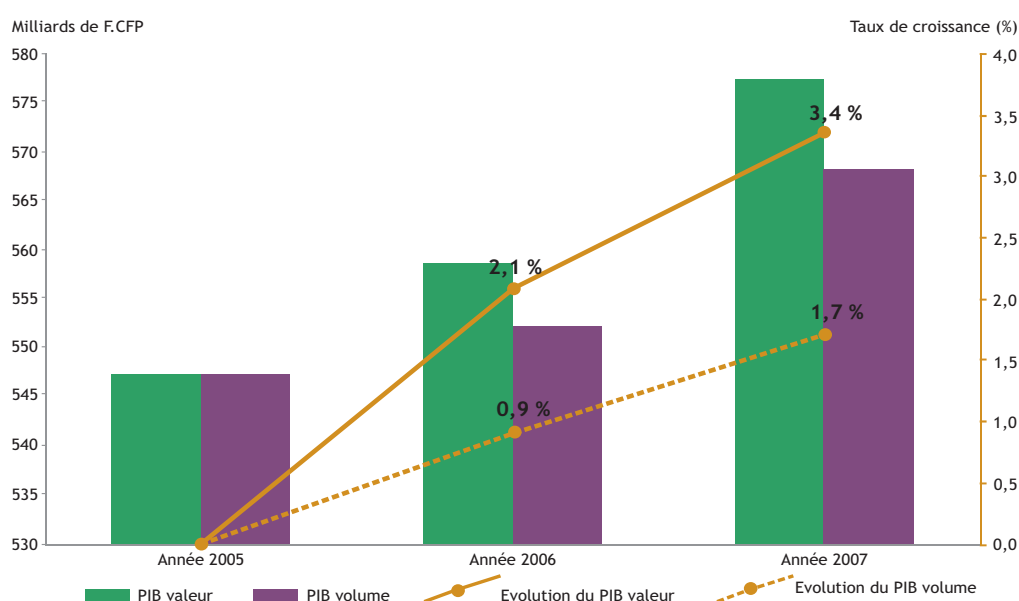
INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



En 2007, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'établit, en valeur, à 577,4 milliards de F.CFP et progresse de 3,4 % par rapport à 2006 (contre 2,1 % entre 2005 et 2006). Après correction des effets-prix¹, la croissance réelle atteint 1,7 % en progression après les 0,9 % de 2006. En valeur, cette croissance de 20 milliards de F.CFP du PIB résulte de la reprise des investissements de 4,7 %, conjuguée, dans une moindre mesure, à celle de la consommation finale de 2,5 %. Si le rythme de croissance réel pour l'année 2007 n'a pas été plus élevé, il le doit à la dégradation du solde extérieur (- 100 milliards de F.CFP), principalement en raison de la hausse des importations de 6,7 % non compensée par un niveau similaire d'augmentation des exportations.

Le PIB par habitant ne profite pas de cette croissance et reste stable aux alentours de 2,2 millions de F.CFP en 2007, car cette reprise est absorbée par l'accroissement démographique.

ÉVOLUTION DU PIB ET DU TAUX DE CROISSANCE



Source : comptes économiques, ISPF

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE PROGRESSENT

Les ressources de l'économie polynésienne sont constituées de la production locale et des importations. Ce sont ces ressources qui seront utilisées par les agents économiques pour l'ensemble de leurs activités.

La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard des ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

En 2007, la production, mesurée à prix constants s'élève à 907 milliards de F.CFP contre 889 milliards en 2006, soit un accroissement de 2,0 %.

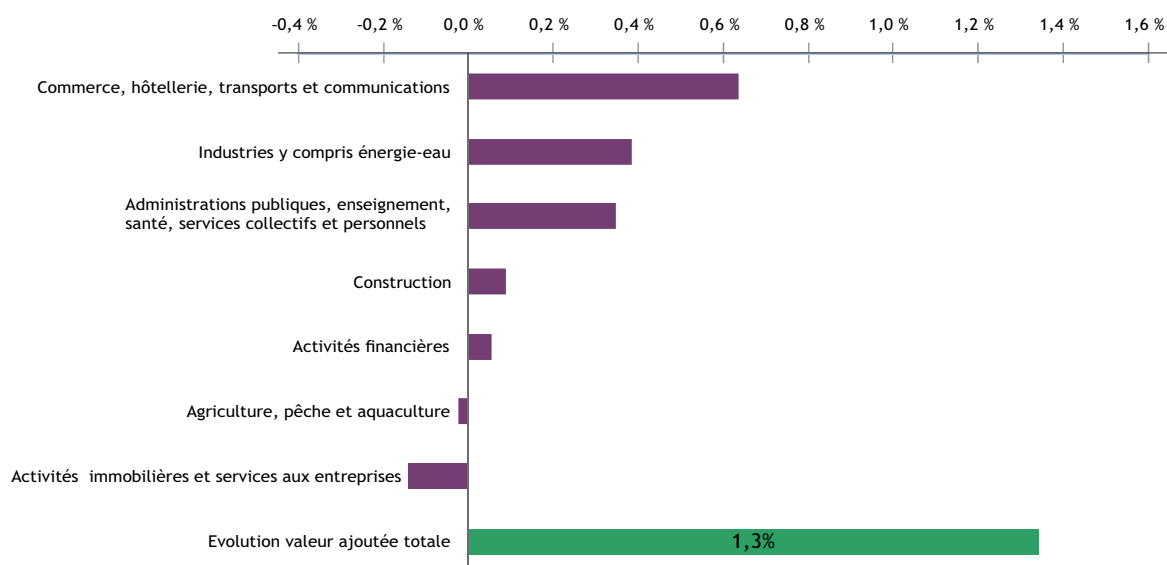
¹ : Le PIB réel (ou en volume ou à prix constants) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de ne mesurer que les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

LES RESSOURCES			
	2007 à prix constants	2006	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production (z)	906 920	888 979	2,0
<i>Somme des valeurs ajoutées² (a)</i>	<i>492 042</i>	<i>485 515</i>	<i>1,3</i>
Impôts sur les importations (b)	31 254	29 905	4,5
Impôts sur les exportations (c)	1 670	1 592	4,9
Autres impôts sur les produits (d)	47 572	45 962	3,5
Subventions sur les produits (e)	-4 370	-4 331	0,9
Importation (f)	216 761	203 117	6,7
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 199 807	1 165 224	3,0
<i>Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)</i>	<i>568 168</i>	<i>558 643</i>	<i>1,7</i>

Source : comptes économiques, ISPF

Les branches d'activité sont regroupées dans cette publication pour faciliter la lecture.

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE



Source : comptes économiques, ISPF

La contribution à la croissance du PIB de chacun des regroupements de branches est essentiellement déterminée par l'évolution de la production en volume, c'est donc cette composante qui sera plus particulièrement commentée.

• **Le commerce, l'hôtellerie, le transport et les télécommunications**, qui représentent 30 % de cette production ont contribué pour un tiers à l'accroissement annuel de la production totale. Avec une production en volume qui progresse de 1,9 %, ce regroupement de branches constitue le premier contributeur de la croissance de la valeur ajoutée. La branche Transports (notamment les auxiliaires de transport, le maritime

2 : La valeur ajoutée représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. Elle est égale à l'excédent de la production (vente) sur les consommations intermédiaires (achats). Il s'agit de la richesse créée par l'entreprise, qui est répartie entre les différents éléments composant son environnement économique : employés (charges de personnel), administration, investissements (dotations aux amortissements et provisions), bailleurs de fonds (frais financiers) et capital (résultat net réparti entre les associés et les réserves).

et l'aérien) et la branche Postes et télécommunications ont soutenu l'activité de cette catégorie, avec respectivement des croissances de production en volume de 2,5 % et 4 %. Les activités de téléphonie mobile (+ 13 % d'abonnés en 2007), de même que les activités de fournisseurs d'accès internet (+ 15 % d'abonnés) poursuivent leur développement et soutiennent la croissance de la branche Postes et Télécommunications.

La dynamique de la demande des ménages a également eu un impact sur la branche Commerce qui voit sa production réelle de marge de commerce s'accroître de 4,4 %. À l'inverse, la production de l'Hôtellerie-restauration diminue en volume, de plus de 4 %, principalement du fait d'une contraction du nombre de nuitées vendues dans la branche Hôtellerie et de volumes d'activité en baisse dans la restauration.

- **L'industrie y compris eau et énergie** représente 11 % de la production totale. Le volume d'activité s'est fortement accru en 2007 avec une hausse de 4,8 %. Si toutes les productions industrielles progressent, les branches Industrie agroalimentaire et Industrie des biens de consommation ont été particulièrement dynamiques ; la croissance réelle de ces productions atteignant respectivement 3,1 % et 5,5 %. D'autre part la consommation électrique, en hausse de 4,3 %, et le développement plus marqué des activités de captage, de traitement et de distribution d'eau à Tahiti et Bora-Bora ont soutenu l'activité de la branche Eau et énergie (+ 8,6 %, en volume).

- **La Construction** a été marquée par la croissance soutenue des activités de construction de bâtiments et de maisons individuelles, tout comme celle des terrassements. La demande publique a par ailleurs stimulé les activités de construction de chaussées (route de Pamatai, piste traversière...) et la réalisation de travaux de réseaux. La production de cette branche s'est ainsi accrue de 2,6 % en volume.

- **Les activités financières** voient leur production totale progresser de 3,6 % sur un an, sous l'impulsion des produits nets bancaires et des Assurances. Ces bonnes performances se retrouvent également dans les données de l'emploi puisque les emplois équivalent temps plein dans les activités financières ont progressé de 3,7 %.

- **L'Agriculture, pêche et aquaculture** qui représentent 4 % de la production totale est fortement pénalisée par les résultats de la branche perliculture, sa production en volume baisse de 0,6 %. Ainsi la production réelle de la branche Perliculture s'est contractée de 1,2 % en 2007 pénalisée par un contexte de baisse du prix au gramme des perles brutes exportées entamé depuis 2002.

Parallèlement la production de l'agriculture et de l'élevage a baissé de 0,9 % en volume avec des difficultés sur le coprah et les productions vivrières qui ont connu des baisses des quantités produites de 6,5 % et 8,9 % respectivement.

À l'inverse, les activités de pêche ont connu une progression de 2,8 % de leur production commercialisée, grâce notamment aux meilleurs rendements obtenus pour la pêche palangrière.

- La production **des activités immobilières et services aux entreprises**, qui pèse 16 % de la production totale, se contracte de 0,6 % en volume en 2007. Ce recul s'explique par le ralentissement de l'activité des services aux entreprises et plus particulièrement les services liés aux réparations, aux locations aux services de publicité qui marquent le pas en 2007, affichant chacun des baisses de production réelle de l'ordre de 3 %. Les volumes de production des activités de promotion et de location immobilières ont légèrement progressé sur la période (+ 0,3 %), sous l'impulsion de la promotion immobilière d'infrastructures (principalement d'immeubles résidentiels).

- **L'administration publique, l'enseignement, la santé et les services aux personnes** regroupent des acteurs publics et privés et représentent 27 % de la production totale. Pour les premiers la valeur ajoutée est par convention égale aux salaires et charges versés, augmentés de la consommation de capital fixe³. La valeur ajoutée, à prix constants, des Administrations publiques progresse de 2,5 %, évolution corrélée avec l'augmentation de 2,1 % des effectifs salariés de cette branche.

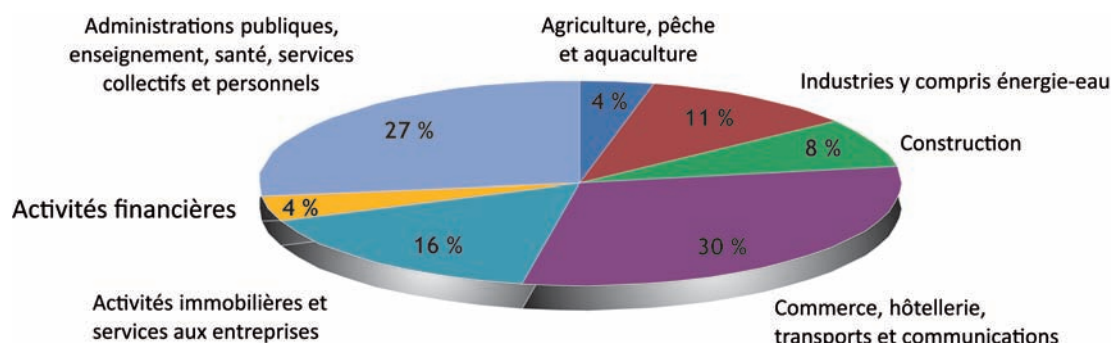
D'autre part la production marchande de la branche Éducation, santé et action sociale s'inscrit en hausse de 1,2 %, en volume, soutenue par la production des activités de santé (+ 2,6 %) alors que le niveau de production reste stable pour l'éducation. La contribution à la croissance de la valeur ajoutée totale est cependant moins marquée que ne le laisserait supposer le niveau de production. En effet, les volumes de consommation intermédiaire de ce regroupement progressent plus fortement que le volume de production.

- **Les importations⁴** de biens, qui comptent pour 81 % des importations totales, ont progressé de 5,9 % en volume, entraînées à la fois par la dynamique de consommation des ménages et par la demande en biens

3 : Consommation de capital fixe des administrations publiques : Dépréciation subie par le capital fixe des Administrations (leurs investissements passés) au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

4 : Dans la nouvelle série de comptes, base 2005, les données relatives aux importations et exportations de services ont pu être intégrées puisqu'elles sont disponibles dans de la Balance des Paiements de Polynésie Française, établie chaque année depuis 1998 par la Banque de France puis par l'IEOM.

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION EN 2007



Source : comptes économiques, ISPF

d'équipements des entreprises, majoritairement importés. Ces deux groupes de produits connaissent donc les plus fortes croissances de volumes importés, avec des hausses respectives de 7,1 % et 6,2 %. La hausse en volume de plus de 10 % des importations de services est en grande partie liée à l'augmentation de 22 % des importations de services de transport aérien et de 14 % des services divers aux entreprises, composantes qui représentent à elles deux plus de la moitié des importations de services. Les dépenses touristiques des Polynésiens à l'extérieur ayant été plus importantes en 2007 qu'en 2006, les importations de services d'hôtellerie-restauration sont également en hausse de 7,7 % en volume.

DE L'UTILISATION DE CES RESSOURCES

Après avoir vu dans la partie précédente les ressources dont dispose la Polynésie, il faut maintenant en décomposer leur utilisation. Ces produits et services, locaux et importés, constituent l'offre et seront utilisés par les différents agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et

EMPLOI DES RESSOURCES

	2007 à prix constants	2006	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Consommation intermédiaire	414 878	403 464	2,8
Consommation finale	539 266	525 888	2,5
Consommation des ménages	356 113	348 542	2,2
Consommation finale des Administrations	183 153	177 346	3,3
Formation brute de capital	127 931	122 152	4,7
Biens d'équipements	64 383	59 290	8,6
Construction	61 379	60 481	1,5
Investissements immatériels	2 169	2 381	-8,9
Variations des stocks	1 469	571	157,3
Solde de la balance des biens et services (d)	-100 498	-89 968	11,7
Exportations	116 263	113 149	2,8
Exportations de biens	29 702	30 605	-3,0
Exportations de services	86 561	82 544	4,9
Importations	216 761	203 117	6,7
Importations de biens	176 140	166 346	5,9
Importations de services	40 621	36 771	10,5
PIB	568 168	558 643	1,7

Source : comptes économiques, ISPF

investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et elles investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour nos biens et services produits en Polynésie au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• **Consommation intermédiaire.**

Les consommations intermédiaires, qui s'intègrent aux processus de production (des entreprises) sont en hausse de 2,8 % en volume, entre 2006 et 2007. Cette croissance, plus importante que celle de la production, est en grande partie due à une progression plus importante des consommations intermédiaires de la branche Santé et de celle de l'Administration.

• **Consommation finale des ménages.**

La consommation finale des ménages, qui englobe la consommation marchande et l'autoconsommation⁵ représente 62,7 % du PIB. Ce poids important dans l'économie polynésienne conduit, le plus souvent, son évolution à entraîner la croissance de l'économie dans le même sens. Ainsi, la consommation des ménages a contribué positivement à l'évolution du PIB réel. Elle s'inscrit en hausse de 2,2 % en 2007 (1,3% en 2006), principalement soutenue par la croissance de la consommation marchande. Dans le même temps les effectifs salariés équivalent temps plein progressaient de 2,4 % (salariés publics et privés).

Les services hors commerce représentent 48 % des dépenses marchandes des ménages, avec une prédominance des services de santé (14 % du total) qui sont ici comptabilisés hors remboursements sociaux. Les biens agroalimentaires constituent le premier poste des dépenses de consommation de biens (23 % de l'ensemble), et demeurent majoritaires dans les dépenses des ménages.

• **Consommation finale des administrations⁶.**

La consommation finale des administrations progresse de 3,3 % en 2007, portée par l'augmentation des achats et charges externes et dans une moindre mesure par les charges de personnel, notamment pour le Pays et les Communes.

• **Formation finale brute de capital fixe.**

Les administrations, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions) consacrent une partie de leurs dépenses à l'investissement.

L'année 2007 a marqué un rebond de la dépense publique en construction. Cette hausse en volume, tirée par les investissements du Pays et, dans une moindre mesure, par ceux de l'État, intervient après une année 2006 caractérisée par une baisse globale des investissements publics en bâtiments et travaux publics.

Les entreprises (y compris les entreprises individuelles) ont investi davantage en 2007 qu'en 2006. Si l'évolution est plus marquée pour la construction, la demande en biens d'équipement s'est également accrue, avec notamment l'achat d'un nouvel ATR pour la compagnie aérienne locale, de deux gros navires par des compagnies de transport et l'acquisition de nouvelles unités de voiliers de croisière.

À l'inverse et malgré la prolongation des dispositifs territoriaux d'aides à l'acquisition de logement (ex : PHB/PAB) sous de nouvelles conditions, les ménages ont ralenti leur demande en construction en 2007. Le nombre de prêts octroyés par les établissements de crédit s'est en effet contracté de près de 4 %. Néanmoins, l'investissement immobilier des ménages représente toujours le tiers de la demande en construction.

5 : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

6 : La consommation finale des administrations correspond à la valeur des biens et services produits par les administrations elles-mêmes.

• **Exportations.**

Les exportations de biens, qui représentent 26 % des exportations totales, subissent une baisse de 3 % en volume sur la période. La contraction est la plus forte pour les biens d'équipements et les produits agricoles (dont une baisse de 38 % en volume pour le noni). À l'inverse, les exportations d'ouvrages en perles, encouragées par un dispositif fiscal favorable, font progresser les exportations en volume des produits de consommation (+ 17,5 % par rapport à 2006). Le volume du premier produit exporté (45 % des exportations de produits et 12 % du total), la perle brute, ne progresse que de 1,4 %.

Le premier service exporté demeure en 2007 le transport et ses activités auxiliaires, dont la demande par les non résidents s'inscrit en hausse de 7,3 % en réel. Le transport aérien et les activités d'agent réceptif⁷ sont les composantes majeures des exportations de transport. Les services aux entreprises, les services bancaires et d'assurance et les services aux personnes voient également leur demande externe progresser significativement, ce qui permet aux exportations totales de services d'enregistrer une croissance réelle de 4,9 %. ■

+1,7 %

L'économie polynésienne a connu une croissance en volume de 1,7 % en 2007.



⁷ : Dans l'activité du tourisme, une agence réceptive prend en charge les clients des tours opérateurs non résidents en Polynésie Française.

Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie Française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la Balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/Compteseconomiques/>

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF